

NET INFOS

Mercredi 28 Février 2024



APN : Faïd présente le projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté, mardi devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2021, lequel a enregistré des recettes ayant dépassé le montant prévu de plus de 10%.

Lors d'une plénière présidée par M. Brahim Boughali, président de l'Assemblée, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, M. Faïd a affirmé que le projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2021, élaboré dans le cadre des réformes liées à la maîtrise des dépenses publiques à moyen terme, avait révélé une hausse des recettes budgétaires de 10,67% comparé aux prévisions de la loi de finances complémentaire (LFC) de la même année.

Selon les chiffres présentés par le ministre, les recettes budgétaires se sont élevées à 5.900,63 milliards (mds) de DA à fin décembre 2021, dont 3.973,58 mds de DA liées aux ressources ordinaires et 1.927,05 mds de DA à la fiscalité pétrolière.

S'agissant des dépenses budgétaires, elles avaient atteint « 7.925,23 mds de DA, dont 5.450,44 mds de DA pour les dépenses de fonctionnement et 2.474,78 mds de DA pour les dépenses d'équipement, soit un taux d'exécution de 91,69 % par rapport aux estimations de la LFC ».



[Fruit des instructions du Président de la République, exportations hors hydrocarbures : la hausse](#)

Le communiqué sanctionnant les travaux de cette réunion précise qu'il a été également procédé à l'examen de plusieurs mesures et propositions permettant la mise en œuvre des orientations du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ces instructions, indique-t-on de même source, portent sur «l'accompagnement de la dynamique positive que connaissent les exportations algériennes vers les différents marchés internationaux, dans le cadre d'une approche prospective à moyen terme». Le communiqué des services du Premier ministre relève, d'autre part, l'examen des «éléments de la politique nationale visant le renforcement des acquis accomplis, notamment avec le bond qualitatif réalisé ces dernières années en matière d'exportations hors hydrocarbures, tout en insistant sur la poursuite des efforts pour maintenir cette tendance à la hausse à travers le soutien aux contributions de nombre de secteurs prometteurs à la diversification de l'économie nationale».

Figurent parmi ces secteurs prometteurs «des filières industrielle, pharmaceutique et agricole, de l'industrie agroalimentaire et des produits pétroliers et miniers». Le développement de l'action des dispositifs et organes concernés par l'accompagnement des opérateurs économiques, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, a également figuré au menu de cette réunion. Toujours selon le communiqué des services du Premier ministre, le Conseil a examiné les voies d'accompagner et de développer les exportations de services, qui «devraient contribuer qualitativement et quantitativement à la réalisation des objectifs fixés en matière d'édification de l'économie de la connaissance», est-il précisé.

Agriculture, industrie et PME : Développer des mécanismes de financement islamique

L'approche novatrice du système financier islamique offre une opportunité de contribuer de manière significative à la croissance économique et au développement, en particulier pendant les périodes de récession et de crise. «Ceci est réalisé grâce à des opérations qui mettent l'accent sur l'investissement productif, ce qui signifie qu'elles jouent un rôle clé dans la stimulation de secteurs tels que le commerce et l'agriculture », affirment Nehar Amel et Mehirès Fadila, enseignante à l'Ecole Supérieure Algérienne des Affaires. Pour favoriser la croissance continue de la finance islamique, «il est essentiel qu'elle demeure adaptée aux besoins de financement de l'économie mondiale». En outre, « il est crucial que cette finance tienne compte des normes réglementaires internationales et qu'elle approfondisse sa compréhension des risques financiers ».

En Algérie, affirment les universitaires, «ce processus de réforme et de réglementation doit être mené de manière à éviter de dériver vers une finance conventionnelle sous une étiquette islamique, ce qui pourrait entraîner une exclusion de la population du système financier formel». Il est nécessaire de «garantir que la finance islamique ne soit pas utilisée à des fins d'inclusion financière uniquement en offrant des solutions conformes à la charia pour un segment du système conventionnel ». Aux yeux des universitaires, «tout cela sera possible, si une adaptation d'une intelligence des réformes et des réglementations aurait lieu afin de renforcer davantage la position de la finance islamique dans le paysage financier algérien et mondial, assurant ainsi sa durabilité à long terme ».

Banque africaine de développement : L'Algérie augmente sa souscription au capital

L'Algérie augmentera sa souscription au capital de la Banque africaine de développement (BAD) à hauteur de 36.617 actions supplémentaires, en vertu d'un décret présidentiel publié au Journal officiel (JO) n° 11.

Il s'agit du décret présidentiel n 24-80, signé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le 14 février 2024, autorisant la souscription de l'Algérie aux actions de la BAD au titre du règlement sur la cession d'actions de la banque. Le versement de cette souscription sera opérée sur les fonds du Trésor public dans les formes prévues par les résolutions du Conseil des gouverneurs de la BAD datées,

respectivement, du 29 mai 1998, 27 mai 2010, 31 octobre 2019 ainsi que la résolution du Conseil d'administration de la banque du 21 novembre 2023, précise la même source.



[APN : Faïd présente le règlement budgétaire 2021](#) [La commission des finances appelle à mettre en oeuvre les recommandations de la Cour des comptes...](#)

Le ministre des Finances devant les représentants du peuple

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté hier après-midi le projet de loi de règlement budgétaire pour l'année 2021. Quelque 129 députés se sont inscrits afin de participer au débat. Dans son rapport sur ledit projet, la commission des finances a réitéré son appel aux parties concernées «à mettre en oeuvre scrupuleusement les recommandations de la Cour des comptes en vue de combler toutes les lacunes et insuffisances liées à la gestion et à l'exécution du budget de l'État». D'autres recommandations ont été également émises, dont la nécessité de s'en tenir «au principe de l'annualité budgétaire, conformément à la loi 84-17 relative aux lois de finances, et ce en attendant l'application effective de la loi organique 18-15 relative aux lois de finances».

Lors de la présentation du texte, le ministre a indiqué que le taux d'exécution du budget pour l'année 2021 a été de l'ordre de 91,69%, comparativement aux estimations de la loi de finances complémentaire (LFC) de la même année. Il a fait savoir que les réalisations des dépenses budgétaires avaient atteint un montant global de 7925,23 milliards de DA, dont 5450,44 milliards de DA pour les dépenses de fonctionnement et 2474,78 milliards de DA pour les dépenses d'équipement, soit un taux d'exécution de 91,69% par rapport aux estimations de la LFC». «Les dépenses budgétaires ont connu une hausse par rapport à l'année 2020, afin de prendre en charge les dépenses supplémentaires liées à l'impact de la pandémie de Covid-19, la demande d'investissement des secteurs, la réorganisation territoriale, ainsi qu'au programme de rattrapage spécifique à certaines wilayas et au soutien financier des élections législatives», a-t-il poursuivi. S'agissant des recettes budgétaires, elles s'élèvent à 5900,63 milliards de DA à la fin de décembre 2021, dont 3973,58 milliards de DA liés aux ressources ordinaires et 1927,05 milliards de DA à la fiscalité pétrolière, enregistrant une hausse de 568,79 milliards de DA, soit 10,67% par rapport au montant prévu par la LFC.



[Exportation hors hydrocarbures](#) [Le coup de fouet de Larbaoui](#)

Coup de pied dans la fourmilière! Hier, à Alger, sous la présidence du Premier ministre Nadir Larbaoui, s'est tenue la première réunion du Conseil National Consultatif de Promotion des Exportations. Cette instance, créée en août dernier par l'ancien Premier ministre Aïmene Benabderrahmane, s'est penchée sur le développement des exportations hors hydrocarbures. Selon les déclarations officielles, cette réunion a été l'occasion d'examiner en profondeur les tendances récentes des exportations, ainsi que les principaux axes de la politique nationale visant à dynamiser ce secteur tout en préservant les acquis obtenus. Nadir Larbaoui, conscient des défis à relever, a souligné l'importance cruciale de maintenir la progression qualitative des exportations non pétrolières. Il a appelé à une mobilisation de tous les secteurs économiques pour diversifier l'économie nationale, mettant en avant l'industrie, la production pharmaceutique, l'agriculture, l'industrie alimentaire, ainsi que le secteur minier.

Cette diversification s'accompagne d'un renforcement des outils d'accompagnement des opérateurs économiques, tant sur le plan national qu'international. La réunion a également accordé une attention particulière au développement des exportations de services, tout en examinant les préoccupations spécifiques des acteurs économiques et en proposant des solutions adaptées. Cette démarche témoigne de la volonté du gouvernement de stimuler les exportations dans un contexte économique complexe. Le Conseil national consultatif de promotion des exportations, présidé par le Premier ministre ou le Chef du gouvernement, selon le contexte, et composé d'une multitude d'acteurs clés, joue un rôle central dans la Stratégie nationale de développement des exportations.



[Douanes : le plan d'action 2024 au centre d'une réunion présidée par ministre des Finances](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présidé lundi à Alger une réunion de coordination avec la Direction générale des douanes (DGD), consacrée principalement

à la présentation du plan d'action de cette structure pour l'année 2024, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Outre le directeur générale des douanes, le général-Major Abdelhafid Bakhouche et son encadrement, cette réunion tenue au siège de la DGD, a vu la participation par visioconférence des directeurs régionaux des douanes.

La réunion a eu pour objectif de présenter le plan d'action de la DGD pour l'année 2024, « mettant en avant une vision claire: une douane numérique et performante au service de l'économie et du citoyen », selon le communiqué.

Dans son discours, le ministre a souligné l'importance d'impliquer les responsables régionaux pour assurer une transmission au niveau national des directives.

Selon lui, « il est crucial d'élargir la composante des participants pour marquer l'envergure nationale de ce corps et assurer une transmission pleine et efficace à tous les échelons locaux des directives et orientations de l'administration centrale », souligne la même source.

Tout en rappelant que ce cycle de réunions avec les différentes structures du ministère des Finances vise à clarifier les responsabilités et susciter le débat pour atteindre les objectifs assignés, M. Faïd a tenu à saluer la DGD pour son rôle « central » dans la protection du territoire, des citoyens, de l'économie nationale, et dans l'amélioration du climat des affaires.



Le délai pour acquérir les actions du CPA prolongé de deux semaines

Initialement fixé au 28 février en cours, le délai de souscription au capital du Crédit Populaire d'Algérie, CPA, dans le cadre de son introduction en Bourse a été prolongé jusqu'au 14 mars prochain.

S'exprimant, ce mardi, en marge de la cérémonie de signature d'une convention-cadre avec le groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme (HTT), le directeur général du CPA, Ali Kadri, a affirmé que la première phase de l'ouverture du capital de la banque publique s'étalera jusqu'au 14 mars prochain, soit une prolongation de 15 jours, suite à

l'accord favorable de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de la Bourse (COSOB).

Le DG du CPA a expliqué ce prolongement de délai par « l'engouement constaté chez les investisseurs et les ménages ». A ce titre, a-t-il déclaré « nous avons introduit une demande auprès de la COSOB pour une prolongation de 15 jours de l'opération ».

L'opération de l'ouverture du capital du CPA a pris effet le 30 janvier dernier, avec la mise en vente de 22 millions d'actions, dans une première phase, au prix de 2.300 DA par action.

La COSOB avait précisé, dans un communiqué, que cette offre publique de vente, OPV, de 22 millions d'actions, est susceptible d'être augmentée au maximum à 60 millions d'actions (la limite des 30% du capital social) au cas où les demandes de souscription dépasseraient le nombre d'actions mises en vente initialement.

Les intermédiaires en opération de Bourse (IOB) chargés de la vente sont les banques CPA, BADR, BDL, BEA, BNA, CNEP-Banque et Société Générale Algérie.

Cette OPV concerne les personnes physiques de nationalité algérienne résidentes, les personnes physiques salariées du CPA, les investisseurs institutionnels ainsi que les personnes morales de droit algérien.



[Les frais de missions à l'étranger des fonctionnaires de l'Etat, civils et militaires, fixés](#)

Un décret exécutif relatif aux indemnités compensatrices des frais engagés à l'occasion des missions temporaires à l'étranger a été publié au dernier numéro du Journal officiel. Le montant des indemnités journalières titulaires des fonctions supérieures de l'État est de 32 000 dinars, soit 220 euros au taux de change officiel.

Le décret exécutif n° 24-78 du 8 février 2024 relatif « aux indemnités compensatrices des frais engagés à l'occasion des missions temporaires à l'étranger » a été publié au dernier numéro du Journal officiel.

Le texte « fixe le montant des indemnités compensatrices des frais engagés à l'occasion des missions temporaires à l'étranger, effectuées par les personnels civils et militaires ».



فايد يعرض مشروع قانون تسوية الميزانية لـ2021 أمام الغرفة السفلى النواب يؤكدون على مراقبة الإدارة الجبائية والجمركية ورقمنة قطاع المالية

عرض وزير المالية، لعزیز فايد، الثلاثاء، أمام نواب المجلس الشعبي الوطني، مشروع قانون تسوية الميزانية لسنة 2021، والذي سجل إيرادات تجاوزت المبلغ المتوقع بأكثر من 10 بالمائة.

وخلال جلسة علنية للمجلس الشعبي الوطني، ترأسها، إبراهيم بوغالي، رئيس المجلس، بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار، أوضح فايد أن مشروع قانون تسوية الميزانية لسنة 2021، الذي تم إعداده من منظور الإصلاحات المتعلقة بالتحكم في النفقات العمومية على المدى المتوسط، أظهر ارتفاع إيرادات الميزانية بنسبة 10.67 بالمائة مقارنة بالمبلغ المتوقع بموجب قانون المالية التكميلي لنفس السنة .

ووفقاً للأرقام التي عرضها الوزير، بلغت إيرادات الميزانية 5900.63 مليار دج بنهاية ديسمبر 2021، منها 3973.58 مليار دج متعلقة بالموارد العادية و 1927.05 مليار دج للجبائية البترولية. أما نفقات الميزانية، فقد بلغت 7925.23 مليار دج، منها 5450.44 مليار دج لنفقات التسيير، و 2474.78 مليار دج لنفقات التجهيز، وهو ما يمثل نسبة استهلاك قدرها 91.71 بالمائة، مقارنة بتقديرات قانون المالية التكميلي للسنة نفسها .

وهنا، ذكر الوزير بأن نفقات الميزانية لسنة 2021 عرفت ارتفاعاً مقارنة بسنة 2020 بهدف التكفل بالنفقات الإضافية المتعلقة بالآثار الناجمة عن جائحة كوفيد 19، والطلب الاستثماري للقطاعات وإعادة التنظيم الإقليمي، وكذا البرنامج الاستدراكي الخاص لفائدة بعض الولايات، بالإضافة إلى الدعم المالي للانتخابات التشريعية .

من ناحية أخرى، لفت فايد إلى أنه بدون الأخذ بعين الاعتبار مبلغ الجبائية البترولية واقتطاعات الضمان الاجتماعي، بلغت نسبة الضغط الجبائي 23.15 بالمائة في 2021، مقابل 23.82 بالمائة في 2020، أي بانخفاض طفيف قدره 0.67 نقطة .

وفي تقريرها التمهيدي، أكدت لجنة المالية والميزانية بالمجلس ”صحة مجمل الوضعيات المحاسبائية المقدمة من قبل مصالح وزارة المالية بعنوان مشروع قانون المالية لسنة 2021، سواء ما تعلق بإيرادات الميزانية ونفقاتها أو ما ارتبط بوضعية الحسابات الخاصة للخرينة وأرصدها المالية وعمليات الخزينة، وهو ما أكده أيضا مجلس المحاسبة في تقريره التقييمي.“



وزير المالية يرد على أسئلة النواب اليوم

في أجندة اليوم، يرد وزير المالية على أسئلة النواب في جلسة علنية، وفي نفس المجلس تجري فعاليات يوم برلماني عن بورصة الجزائر بين الواقع والمأمول، فضلا عن نشاطات أخرى لا تقل أهمية..

وزير المالية يرد على النواب

تخصص جلسة علنية بالمجلس الشعبي الوطني لمواصلة المناقشات حول مشروع قانون

تسوية الميزانية ورد وزير المالية على أسئلة وانشغالات النواب (9 سا).

يوم برلماني عن بورصة الجزائر بين الواقع والمأمول

ينظم المجلس الشعبي الوطني يوما برلمانيا بعنوان: ”بورصة الجزائر بين الواقع والمأمول، في تنمية الاقتصاد الوطني“ 9 سا بمقر المجلس.

الجزائر ترفع مساهمتها في رأسمال البنك الإفريقي للتنمية

سترفع الجزائر من حصتها في رأسمال البنك الإفريقي للتنمية من خلال إكتتاب 36.617 سهما إضافيا، وذلك بموجب مرسوم رئاسي صدر في العدد 11 من الجريدة الرسمية.

و يتعلق الامر بالمرسوم رئاسي رقم 24-80، الذي وقعه رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، في 14 فبراير 2024، والذي يرخص اكتتاب الجزائر في اسهم البنك الإفريقي للتنمية، بموجب نظام البنك حول التنازل عن الاسهم.

و يتم دفع اكتتاب الجزائر من اموال الخزينة العمومية حسب الاشكال المنصوص عليها في قرارات مجلس محافظي البنك الإفريقي للتنمية المؤرخة في 29 مايو 1998 و 27 مايو 2010 و 31 أكتوبر 2019 وكذا قرار مجلس إدارة البنك المؤرخ في 20 نوفمبر 2023، حسب نفس المصدر

مخطط عمل الجمارك الجزائرية 2024

ترأس وزير المالية، عزيز فايد، اجتماعا تنسيقيا مع المديرية العامة للجمارك، بالجزائر العاصمة، خصص أساسا لعرض مخطط عمل هذه المؤسسة لسنة 2024، حسبما أفاد به بيان للوزارة.

حضر هذا الاجتماع، الذي عقد بمقر المديرية العامة للجمارك، الإثنين، المدير العام للجمارك الجزائرية، اللواء عبد الحفيظ بخوش واطارات من المؤسسة، بمشاركة مدراء الجمارك الجهويين عبر تقنية التحاضر المرئي.

وعقد هذا الاجتماع قصد عرض مخطط عمل المديرية العامة لسنة 2024، الذي يبرز "رؤية واضحة: جمارك رقمية وفعالة تخدم الاقتصاد والمواطن"، حسب البيان.

16500 مليار اعتمادات في 2021 للتكفل بتبعات كورونا .. فايد:

قانون تسوية الميزانية لتحسين الأداء الحكومي في تسيير المال العام

أكد وزير المالية، لعزیز فايد، أمس، أن قانون تسوية الميزانية أداة للمراقبة وتقييم التوافق بين توقعات قوانين المالية، والنتائج المسجلة في ميزانية الدولة للسنة المالية المعينة، وتحسين الأداء الحكومي في تسيير المالية العمومية، موضحاً أن الاعتمادات المسجلة في إطار محاربة الآثار الناجمة عن جائحة كورونا، بلغت 165.4 مليار دينار، موزعة على قطاعات الصحة والداخلية والدفاع الوطني.

أوضح فايد، خلال عرض ومناقشة مشروع القانون المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2021، في جلسة علنية ترأسها رئيس المجلس، إبراهيم بوغالي، بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار، أنه تم الأخذ بعين الاعتبار في تأطير الاقتصاد الكلي والمالي لقانون المالية للسنة السالف ذكرها، مستويات الإنجاز للسنوات السابقة وآفاق استئناف النشاط للقطاعات الاقتصادية من جهة، والبيئة الاقتصادية الدولية، وخاصة فيما يتعلق بسوق النفط والتطورات المتعلقة بأسعار المواد الأولية، والتي لها تأثير مباشر على التجارة الخارجية، وكذا إثر جائحة كوفيد-19 التي سادت في سنة 2020، وأضاف أنه تم تعديل نسبة النمو الاقتصادي بعنوان قانون المالية التكميلي، برفعه إلى 4.2%، مقارنة بالنسبة المتوقعة بعنوان قانون المالية للسنة بـ 4%، على أساس فرضية العودة التدريجية للنشاط الاقتصادي بعد تحسن الوضع الصحي، مشيراً إلى أن النمو الاقتصادي سجل نسبة 3.4% مقابل -5.1% محققة في سنة 2020.

شدد على إشراك المسؤولين الجهويين لنقل التوجيهات .. فايد:

دور محوري للجمارك في حماية المواطن والاقتصاد الوطني

* تجاوز الرقابة التقليدية للعب دور الشريك والميسر للمتعاملين الاقتصاديين

* الاستغلال الأمثل للأروقة الخضراء وتقليص آجال الجمركة

- ترأس وزير المالية، عزيز فايد، بالجزائر العاصمة، اجتماعا تنسيقيا مع المديرية العامة للجمارك، خصص أساسا لعرض مخطط عمل هذه المؤسسة لسنة 2024، حيث شدد على أهمية إشراك المسؤولين الجهويين لضمان نقل التوجيهات على المستوى الوطني.
- شدد الوزير في كلمته على أهمية إشراك المسؤولين الجهويين لضمان نقل التوجيهات على المستوى الوطني، مشيرا إلى أنه من الضروري توسيع عنصر المشاركين ليحدّد النطاق الوطني لهذه الهيئة ولضمان النقل الكامل والفعال لتوجيهات وتوجهات الإدارة المركزية إلى كافة المستويات المحلية، مذكرا أن هذه اللقاءات مع مختلف هيكل وزارة المالية تهدف إلى توضيح المسؤوليات وإثارة النقاش لتحقيق الأهداف الموكلة إليها، حرص السيد فايد على أن يشيد بالدور المحوري للمديرية العامة للجمارك في حماية التراب والمواطنين والاقتصاد الوطني علاوة على تحسين مناخ الأعمال .



مسابقة توظيف في سلك الجمارك

- أعلنت المديرية العامة للجمارك، اليوم الثلاثاء، عن فتح مسابقة للتوظيف، بعنوان السنة المالية 2023.
- وحسب ذات المديرية، فإن مسابقة التوظيف تشمل المراتب التالية: مهندس دولة لتكنولوجيات الإعلام والاتصال على أساس الاختبارات، تقني سامي لتكنولوجيات الإعلام والاتصال، متصرف.
- ولتحميل استمارة التسجيل وكذا الإطلاع على شروط وإجراءات إيداع ملفات الترشح، يرجى زيارة الموقع الرسمي للجمارك الجزائرية